

il résulte de l'ensemble de ces éléments qu'en application des articles 183, 185-1 et 186-2 du décret du 27 novembre 1991 organisant la profession d'Avocat, la requête adressée au Conseil Régional de Discipline est irrecevable et en outre, apparaît manifestement mal fondée.

<00>

PAR CES MOTIFS

Déclarons irrecevable la requête de Monsieur Thierry MOUDIKI reçue le 28 mai 2025.

En tout état de cause,

Rejetons, comme manifestement mal fondée, ladite requête.

Disons que la présente décision sera notifiée à Monsieur Thierry MOUDIKI, requérant, avec copie adressée à Maître Odile LEMONNIER, à Maître Samuel ADAM, à Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de NANCY, et enfin à Monsieur le Procureur Général près la Cour d'Appel de NANCY.

Rappelons que la présente ordonnance peut être déférée à la Cour d'Appel dans les formes et conditions prévues à l'article 186-2 du décret susvisé, dans le délai de quinze jours à compter du jour de la notification de la présente décision, par ministère d'Avocat obligatoire.

Fait à NANCY, le 31-2025

Pascal KNITTEL
Président du Conseil Régional de Discipline